

Urgence souscription

Le Conseil national appelle les communistes à une mobilisation de grande ampleur (p. 3)



Vidéo

Le PCF présente son
contre budget
2025

Panneaux

Hachette (Bolloré) a réservé début décembre 600 panneaux dans une centaine de gares SNCF et RATP pour faire une promo massive du livre de Jordan Bardella publié chez Fayard (Bolloré). La couverture du livre, nous dit cette semaine le JDD (Bolloré), est un très gros plan sur le visage du personnage, qui « reprend les codes chics des mémoires de Barack Obama » (sic). Il y aura donc comme un petit air de campagne électorale d'extrême droite dans toutes les gares de France cet hiver. Cela dit, on assure que la SNCF n'aurait pas encore tout à fait pris sa décision : « Les gares sont des lieux publics, il y a donc une obligation de neutralité politique qui s'applique. » Pour l'heure, il n'y a pas encore de gares Bolloré...🗳

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« **Donnez au PCF
les moyens d'intervenir** »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pas de mère, pas de père pour essuyer mes larmes
C'est pour cela que je ne pleurerai pas

Je suis effrayé mais je ne montrerai pas ma peur
Je garde la tête haute *



* Extrait d'un poème palestinien

CM

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

27 octobre, à partir de 15 h : 80e cérémonie d'hommage aux fusillés de Souge : allocutions, dépôt de gerbes, hommage musical... Camp de Souge, Martignas sur Jalle (33)

2 novembre, à partir de 17 h : « Le pluralisme de l'information, un impératif démocratique. quel avenir pour les médias ? » : rencontre – débat avec Léo Purguette, président et directeur éditorial de La Marseillaise. Salle de l'Ermitage, Digne les Bains (04)

16 & 17 novembre : Fête de l'Humanité Normandie : musique, culture, politique... Entrée à partir de 20 €, gratuit pour les – de 12 ans. Parc des Expositions, Rouen (76)

23 novembre : Fête de l'Humanité 68 : accueil des invités, débat et échanges politiques, verre de l'amitié – brasserie alsacienne, soirée concert avec un groupe irlandais.

23 & 24 novembre, à partir de 11 h : 33e Fête de l'Humanité Bretagne : concerts, débats... Entrée 20 € les 2 jours, tarif solidaire 10 €, 1 jour 14 €. Parc des expositions, Lorient (56)

Début janvier : Hommage au Colonel Fabien (date à venir), organisé par la fédération du Haut-Rhin, l'Institut social d'histoire de la CGT et la Société d'histoire de Habsheim : accueil et mot de bienvenue, explication de l'hommage, cortège jusqu'à la Mairie, dépôt de gerbes, buffet puis prise de parole, expo, projection. Habsheim (68)

Les initiatives de la Fondation Gabriel Péri

24 octobre, à partir de 18h30 : « Élections présidentielles aux États-Unis : A quelles conditions Kamala Harris peut-elle gagner ? », avec Bennett Carpenter (responsable du mouvement progressiste d'éducation politique et populaire Durham For All, Caroline du Nord) ; Donna Kesselman (sociologue du travail, enseignante-chercheuse à la faculté des Lettres Langues et Sciences humaines de l'Université Paris-Est Créteil, membre du laboratoire IMAGER, spécialiste des droits sociaux aux États-Unis) & d'autres intervenant-es à venir. Rejoindre la visioconférence:

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_V3XhsVauRzytGvCk0EIww



Hommage à Guy Môquet à Coulommiers par les communistes de la section Coulommiers-La Ferté-sous-Jouarre. (20/10/2024)

Urgence souscription

Le Conseil national appelle les communistes à une mobilisation de grande ampleur

Le Conseil national du 19 octobre a fait le point sur l'impact des scrutins de l'année en cours sur la trésorerie nationale du Parti.

Le score réalisé par notre liste aux élections européennes ne nous a pas donné droit au remboursement de nos dépenses de campagne, dont plus des deux tiers ont été assumés par le budget du CN. Nous avons certes pris en compte ce risque en construisant un budget de campagne extrêmement serré, prenant notamment en compte le coût énorme de la campagne officielle.

Il n'en reste pas moins que ce scrutin se traduit par une perte de plus de 2 millions d'euros pour la trésorerie nationale. À celle-ci s'ajoute la baisse sensible de l'aide publique annuelle perçue par la trésorerie nationale dès 2025, avec la perte de 4 députés emportés par la vague du vote pour le RN. 4 parlementaires en moins, c'est une baisse annuelle de 150 000 euros de l'aide publique auxquels, s'ajoute la perte des reversements des parlementaires pour au moins 70 000 euros annuels. La trésorerie nationale de notre parti se retrouve ainsi structurellement affaiblie, alors même que l'intervention communiste s'avère plus que jamais décisive pour le développement des luttes, pour la construction d'une perspective politique de progrès en France et en Europe, pour la paix et le dépassement d'un capitalisme toujours plus mortifère pour



les peuples et pour le vivant dans son ensemble. Il y a donc urgence à tous nous mobiliser pour redresser la situation. Avec une priorité pour répondre à l'urgence : la souscription nationale désormais lancée en grand.

C'est le sens du courrier que nous avons adressé, avec Fabien Roussel, à l'ensemble des communistes, et plus largement à l'ensemble des souscripteurs, réguliers ou occasionnels, pour que chacune et chacun participe à l'effort exceptionnel qu'exige la situation financière du Parti.

Nous les appelons bien sûr, toutes et tous, à donner sans attendre, mais aussi à se mobiliser pour solli-

citer les amis du PCF, les électeurs de gauche, les syndicalistes, les militants associatifs, conscients de l'apport incontournable du PCF à la construction d'une alternative politique solide et durable. Rappelons-leur d'ailleurs qu'en donnant à cette souscription, la législation sur le financement public de la vie politique prévoit qu'ils pourront ainsi bénéficier d'une réduction fiscale à hauteur de 66% de leur don.

Cette campagne de souscription est décisive pour que le Parti dispose enfin des moyens en rapport avec les ambitions politiques des communistes. C'est pourquoi elle ne peut pas rester en marge des débats préparatoires à la conférence nationale du 14 décembre prochain.

Alors, sans attendre, souscrivez et appelez au don autour de vous ! ✨

Christophe Grassullo
trésorier national du PCF

Par chèque : À l'ordre de ANF-PCF
(à renvoyer à PCF, 2 place du Colonel-Fabien, 75167 Paris Cedex 19) Par carte bancaire : <https://souscription.pcf.fr/>

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Le débat des communistes

Dans la perspective de la Conférence nationale (mi-décembre), le Comité exécutif a rendu public un document général qui approfondit les trois questions posées dans la résolution du Conseil national, ainsi que 5 annexes portant sur les évolutions de la situation internationale, la crise politique française, la vie du Parti, l'élection européenne, les élections législatives.

La culture du débat est une des identités fortes des communistes. Le 14 décembre 2024 sera l'un des moments d'importance démocratique du Parti communiste français. Cette journée sera la conclusion du débat qui s'ouvre dans les fédérations.

Dans le Grand Est les sections planchent depuis quelques semaines sur les questions que se posent les communistes, sur comment être utile aux citoyens pour convaincre et mettre en place nos idées révolutionnaires. Comment répondre aux attentes et aux questionnements pour une meilleure efficacité.

Le RN a fait une percée encore plus forte aux élections européennes et aux législatives dans notre région avec des départements où il a obtenu la totalité des députés et pour beaucoup de départements la moitié des circonscriptions. Nous assistons des fois impuissants à cette crise démocratique importante face à laquelle nous devons trouver des solutions pour redonner espoir aux militants dans un premier temps, ceux qui pourraient baisser les bras. Comment reconquérir un électorat populaire ? Comment reconquérir les quartiers populaires mais surtout comment aller aux débats avec la ruralité où l'électorat se porte sur le RN ?



Une question qui transcende les communistes du Grand Est : comment reconquérir le monde du travail, la jeunesse et élargir notre électorat sur l'ensemble de la région. Comment reconstruire l'influence du PCF pour faire gagner la gauche ? À l'approche des municipales, comment garder notre identité dans la construction unitaire ? Comment renforcer notre parti en étant en phase avec les aspirations de la population ? Dans notre région sinistrée en termes d'emplois et qui fait face à la casse industrielle, notre projet alternatif doit prendre sens. Il nous faut travailler au plus proche des préoccupations du territoire. Les

politiques capitalistes qui plongent de plus en plus de travailleurs dans la précarité et dans la pauvreté nous obligent à prendre à bras-le-corps la campagne contre l'austérité et pour la reconquête industrielle, et des services publics de qualité et de proximité.

Comment mettre en œuvre nos orientations du 39e congrès et notre projet révolutionnaire ?

Nous sommes conscients que l'état de nos forces organisées et militantes sont compliquées. Nous devons réfléchir à notre organisation et notre nécessaire renforcement. Il nous faut nous appuyer sur l'expérience de nos camarades anciens, mais aussi nous tourner vers nos jeunes, notamment apprendre aussi des actions de la JC. L'enjeu est de savoir comment nous entendons regagner notre influence communiste, mais surtout notre capacité à la faire vivre

Nos luttes doivent nous forcer à garder comme ligne de mire la construction d'un commun. ✪

Sandra Blaise
membre du CEN

Changement de secrétaire

Le week-end dernier, la fédération du Rhône du PCF a renouvelé son secrétaire fédéral. Après dix ans de bons et loyaux services, Raphaël Debu a décidé de passer la main. Une conférence fédérale d'une journée a été organisée pour opérer le changement, mais pas seulement. C'est Benoît Roux, jusque-là secrétaire de section de Villeurbanne qui, à l'issue de cette conférence, a été élu secrétaire fédéral.

Pour les militant·e·s de notre fédération, ce renouvellement de secrétaire entre deux congrès ne pouvait pas être seulement un acte administratif et statutaire. À moins de deux mois d'une conférence nationale, moment important de notre démocratie interne, nous voulions en faire une journée de travail collectif pour faire du commun et renforcer notre parti. Ceci nous apparaissait d'autant plus nécessaire dans cette période où les troubles institutionnels se télescopent à ceux d'un affaiblissement de la gauche dans la bataille des idées face à la droite et l'extrême droite.

En juin 2023, le Comité départemental du Rhône avait voté la mise en œuvre d'une feuille de route. Elle se voulait la boussole de notre renforcement organisationnel et idéologique, dans la lignée des orientations politiques décidées lors de notre 39e congrès à Marseille.

Cette journée du 20 octobre fut un moyen de mettre à jour cette feuille de route, voir ce qui a fonctionné, ce qui est à améliorer. En réfléchissant et en décidant tous ensemble sur ce qui nous paraît le mieux pour notre parti, nous avons amélioré nos



outils afin de convaincre les citoyen·ne·s que notre programme, nos idées sont bonnes et nécessaires pour créer une société solidaire de bien-être et de bonheur collectif.

En faisant le point sur nos objectifs prévus il y a un an et demi, nous avons pu constater des réussites. Notre fédération travaille à donner des moyens idéologiques à ses militants. Nous organisons des cycles de formations complètes recouvrant un large champ de sujets. Des commissions thématiques sont aussi actives sur différents sujets (écologie, immigration, quartiers populaires, entreprises...). À un niveau plus pratique, un collectif cybermilitant est actif et le collectif d'Accueil Sécurité 69 continue à se redévelopper et nous est très utile lors de nombreux événements et manifestations locaux comme nationaux. Bien sûr des pistes d'amélioration ont été décelées et nous avons acté des mises en œuvre. Sur certains objectifs, nos marges de progressions sont plus grandes. Durant

le congrès nous avons beaucoup insisté sur l'importance du renforcement. Nous constatons que la pente est raide. Un travail qualitatif et quantitatif est acté afin de renforcer les bureaux des sections et travailler aux conditions d'une activité militante régulière sur tout notre territoire. Afin de mieux maille le territoire, nous travaillons aussi à la reconstitution de cellules là où c'est possible.

Les 100 délégué·e·s de notre fédération se sont donné des objectifs clairs pour faire fédération dans notre organisation et nous donner les moyens de convaincre du communisme. ✪

Activité en direction des retraité·e·s
06.08.81.19.61
d.junker93420@gmail.com

PCF

plein temps

N°78 octobre 2024

les paroles...

Mi-juin, le président de la République parlait d'«exclure toute mesure qui «ferait des retraités une variable d'ajustement». En des temps plus anciens, il avait même indiqué péremptoirement : «Il faut arrêter d'emmerder les retraités». Dans les faits, c'est lui qui est à l'origine de la Contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (Casa) et qui voulait nous imposer la retraite par points.

Haro sur les retraité·e·s.
Aujourd'hui, afin de ramener le déficit national à 5% du PIB dès l'année 2025, son Premier ministre veut réduire les dépenses de 40 Mds €.
Parmi les mesures préconisées se trouve le report du 1^{er} janvier 2025 au 1^{er} juillet 2025 de la majoration des pensions de retraite. Cette revalorisation des retraites, destinée à tenir compte de l'inflation, avait permis un ajustement des pensions de 5,3% au 1^{er} janvier 2024. La mesure annoncée pour 2025 concernera 14 millions de personnes affiliées à un régime obligatoire de base pour une économie de 4 Mds €. Ainsi, pour une pension de base de 1 700 euros bruts, la perte subie sera de 204 euros sur six mois.
Depuis nombre d'années, sous divers prétextes, les pensions sont bloquées ou insuffisamment revalorisées par rapport à la montée rapide des charges de toute nature qui accablent les retraité·e·s, comme la croissance forte des impôts aussi bien d'État que locaux, les déremboursements médicaux ou pharmaceutiques, l'alourdissement continu des coûts de journée des établissements d'accueil, un indice des prix à la consommation hors sol. Selon le dernier rapport du Conseil d'orientation des

retraites, la perte de pouvoir d'achat dans la dernière période pour bon nombre de retraités va se situer entre 5% et 10,8%.

Combattre des mesures inacceptables
P. Moscovici, pour le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), en rajoute en estimant injustifiés «certains traitements fiscaux préférentiels». Il vise l'abattement de 10% des pensions qui bénéficie à tous les retraité·e·s, y compris les plus aisé·e·s.
Ainsi, la pension moyenne relativement au salaire moyen va chuter et, avec elle, le niveau de vie moyen des retraité·e·s. Leur niveau de vie ne représenterait plus que 75% de celui des salarié·e·s dans quarante ans. C'est à la lumière de cette perspective qu'il faut juger les discours sur les «retraité·e·s privilégié·e·s» et s'opposer aux mesures gouvernementales inacceptables.
Les différentes mesures qui frappent spécifiquement et exclusivement les retraité·e·s sont non seulement contraires au principe d'égalité devant l'impôt, mais ils constituent aussi un germe préoccupant de division de la Nation en suscitant une opposition larvée entre génération.

Une retraite digne
Les pensions de retraite ne sont pas une allocation de solidarité, une aumône. La pension est le résultat des cotisations payées tout au long de la vie professionnelle, des richesses qui ont pu être créées pendant ce temps. Il s'agit d'un droit à une pension relative à la reconnaissance de la qualification. Cela justifie pleinement le retour de l'indexation des pensions sur le salaire moyen et le maintien des pensions de réversion dans les régimes de base et les complémentaires.

Daniel Junker

DANS CE NUMÉRO

- Pour un droit à l'autonomie : l'urgence sociale pour un nouveau projet de civilisation page 2
- PLESS 2025 : encore et toujours rigueur et austérité page 3
- International pour un cessez-le-feu et pour la Paix page 4

et les actes

La droite et l'extrême droite main dans la main pour la marchandisation des femmes !

COMMUNIQUÉ DU PCF

**La droite et
l'extrême droite
main dans la main pour
la marchandisation
des femmes !**

Des députés de la droite dite "républicaine" et d'extrême droite ont déposé une proposition de loi (411) visant à soi-disant sécuriser les droits des personnes qui se prostituent pour garantir un exercice plus sûr. « Garantir un exercice plus sûr » ! Quelle honte ! Parlent-ils de leur exercice ou de celui des femmes ! Cette PPL représente un recul terrible en matière de lutte contre la prostitution et de respect des femmes. Elle propose tout simplement de pouvoir rouvrir des bordels, ramenant la France au temps de l'Occupation.

Assimilation de la prostitution à une « activité professionnelle ».

Cette proposition de loi place la sexualité, les femmes et leur corps dans le domaine du marché. Elle entérine une vision ultralibérale de la sexualité, donnant à l'acte sexuel une valeur transactionnelle pouvant faire l'objet d'un accord contractuel, telle une simple « prestation de service ».

Cette vision ouvre la voie à la normalisation de l'exploitation sexuelle des femmes, et en particulier des plus marginalisées : les femmes précaires, migrantes, issues des minorités, victimes de la traite sont les cibles principales du système prostitutionnel. Un système patriarcal et violent, fondé sur l'exploitation des vulnérabilités, dont l'unique raison d'être est de répondre à la demande d'achats d'actes sexuels exprimée par des hommes.

Dépénalisation du proxénétisme et réouverture des bordels : bientôt La Jonquera en France ?

Les députés de droite et d'extrême droite souhaitent modifier le Code pénal afin de dépénaliser le proxénétisme. D'une part, en autorisant la « détention » et la « mise à disposition » de lieux de prostitution (art. 225-

10) et, d'autre part, en ajoutant des conditions supplémentaires de « contrainte » ou « d'avantage anormal » pour pouvoir pénaliser le fait de tirer profit d'un lieu de prostitution (art 225-5).

L'ajout de ces critères correspond exactement aux approches législatives désastreuses en Belgique et en Espagne. Leur seul effet fut de permettre l'essor des méga-bordels de La Jonquera et de proxénètes tels que « Dodo la Saumure », en dissimulant leurs activités d'exploitation derrière des relations commerciales faussement libres, profitant de l'incapacité des autorités à prouver les situations de « contrainte » ou « d'avantages anormaux ». Tout cela au détriment de milliers de femmes et de filles précaires et étrangères exploitées impunément.

Une déconnexion totale des réalités du terrain et des standards internationaux.

La loi de 2016 en question est une victoire du mouvement féministe, portée par le Parti communiste français, la grande majorité des partis de gauche et des syndicats. Ses effets positifs ont été reconnus par la Cour européenne des droits de l'homme, le Parlement européen et la rapporteuse spéciale de l'ONU sur les violences contre les femmes. Les associations féministes, de terrain, et les survivantes la défendent et demandent plus de moyens et de volonté politique dans son application, pour faciliter l'accès aux parcours de sortie (incluant des titres de séjours pour les victimes étrangères), l'augmentation de l'Aide financière à l'insertion sociale, plus de fermeté dans la lutte contre les « clients » et les proxénètes.

Plutôt que d'entendre ces revendications, la droite et l'extrême droite préfèrent rouvrir les bordels, ramenant la France à l'époque de... l'Occupation, juste avant leur

abolition par la loi Marthe Richard (1946).

Bloc libéral à l'Assemblée : appauvrir les femmes jusqu'à la prostitution ?

Cette proposition de loi est révélatrice d'un cynisme absolu de la majorité de droite/extrême droite : c'est la majorité qu'elle représente à l'Assemblée qui soutient depuis des années les politiques de casse sociale accentuant la précarité des femmes et leur vulnérabilité à tous les schémas d'exploitation. Après avoir appauvri les femmes, le bloc libéral ouvre désormais la porte à leur marchandisation.

Face à ce recul inédit, le Parti communiste français, qui se bat pour l'abolition de la prostitution, continuera de défendre les droits des femmes et mettra toutes ses forces contre ce texte. Il continuera à lutter pour libérer la société du capitalisme et du patriarcat, pour mettre fin aux violences faites aux femmes, et réaliser l'égalité entre femmes et hommes dans toutes les sphères de la société. ✪

Parti communiste français

Paris, le 19 octobre 2024



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e

COMITÉ DE RÉDACTION :

Igor Zamichiei (directeur),

Gérald Briant, Amado Lebaube,

Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION : Gérard Streiff / Mèl : communistes@pcf.fr

RELECTURE : Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info

(Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

En stock

1

Catégories : Divers, Livres

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le siège du PCF sans jamais oser le demander. Eh bien voilà ! Une brochure d'une grande qualité, avec photos et texte inédits, intitulée « La Maison des communistes », vient de paraître et vous révélera son âme profonde.

Vous pouvez vous la procurer en passant vos commandes sur

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>

Paix (pétition)

Le Mouvement de la paix de France vous propose de signer et de transmettre au maximum de personnes cette pétition pour dire NON au doublement des dépenses pour les armes nucléaires et OUI au transfert d'au moins 3 milliards d'euros de dépenses prévues pour les armes nucléaires dans le budget de l'État vers des investissements en faveur des services publics dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la transition écologique. ✪

<https://www.mvtpaix.org/wordpress/petitions/>



Formation

Les communistes de la section de l'Albigeois ont entamé un cycle de formation pour acquérir des connaissances en vue des municipales de 2026. Thèmes travaillés : Comment fonctionne une commune, une agglomération, rôle des élus et des agents territoriaux, diagnostic du territoire, hiérarchisation des partenaires, comment développer la démocratie locale. À ce jour, 16 camarades ont participé à 3 sessions tenues en septembre et en octobre. ✪

Jean-Paul Legrand
secrétaire de section

CHATEAUBRIANT



« LES BARBARES VOULAIENT LES TUER ILS LES ONT RENDUS IMMORTELS »

22 octobre 1941
les 27 fusillés de Châteaubriant

p. 7

Communistes



(1015) • 23 octobre 2024



Salon de l'auto : Sauver la filière, miser sur la jeunesse

A lors que le Salon de l'Auto à Paris bat son plein, une question nous taraude : comment redresser l'industrie automobile française ? Sur fond de délocalisation à la chaîne, de désindustrialisation chronique, de financiarisation de l'économie et



de guerre commerciale avec la Chine, le secteur se porte mal en France, et plus largement en Europe. Forvia, Valeo, Dumarey Powerglide, Inteva, Walor... Le nombre d'équipementiers automobiles annonçant des licenciements dans l'Hexagone est énorme. L'avance technologique que prennent les constructeurs chinois, notamment sur la bascule vers l'électrique, inquiète au plus haut point. « Ils ont 10 à 15 ans d'avance sur les Européens », reconnaît Luc Chatel, directeur de la plateforme de l'Automobile (PFA). En Chine, l'État planifie la production et met en place une stratégie intégrée, c'est-à-dire que les grandes entreprises contrôlent toute la production, de la matière première à la livraison au client. En France, nous faisons exactement l'inverse en sous-traitant, notre industrie automobile pullule d'équipementiers.

C'est certain, le virage vers l'électrique va nécessiter des changements stratégiques dans l'industrie

automobile. Aujourd'hui, force est de constater que nous sommes incapables de regarder plus loin que le bout de notre nez, en laissant faire les entreprises qui elles réfléchissent avant tout à la rentabilité. Nous avons

besoin d'un État stratège pour sauver notre industrie, c'est vrai bien au-delà de la voiture, comme le montre le scandale du Doliprane et de Sanofi. La jeunesse est prête à prendre toute sa place dans ces réflexions, il s'agit tout de même de l'avenir du pays !

Chaque année, 600 000 lycéens s'orientent vers des filières professionnelles. Revalorisons-les ! En 2024, Parcoursup a encore désorienté des tonnes de jeunes. 47 000 jeunes se sont même retrouvés sans solution. Si nous voulons une industrie qui se tient debout, nous allons avoir besoin d'avoir la jeunesse la mieux formée possible. Ayons de l'ambition pour nos filières générales comme professionnelles, planifions, formons. C'est la condition sine qua non pour pouvoir prétendre jouer dans la cour des puissances industrielles. ✪

Assan Lakehouli ✪

secrétaire général du MJCF



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Le blocus contre Cuba : Un crime monstrueux et passé sous silence depuis plus de 62 ans



Le blocus contre Cuba : Un crime monstrueux et passé sous silence depuis plus de 62 ans

Depuis le 3 février 1962 Cuba subit un blocus économique, financier et politique de la part des États-Unis, inédit tant sur sa durée que sur son ampleur dans l'histoire contemporaine. L'objectif du blocus est simple : mettre à bas la Révolution socialiste cubaine et écraser par la même occasion toutes les velléités d'indépendance et d'anti-impérialisme des pays d'Amérique latine.

Depuis la promulgation de la doctrine Monroe 1823, l'Amérique est et doit rester « l'arrière-cour » et la « chasse gardée » de l'Oncle Sam. Alors, qu'un petit pays comme Cuba, aux larges côtes de Floride, désigné pour être « le bordel des États-Unis », décide de s'émanciper et de continuer à résister depuis 1959, c'est parfaitement insupportable pour la première puissance. Ça l'est d'autant plus que la chute de l'URSS et la mise en place des lois Torricelli et Helms Burton¹ dans les années 90 avaient comme but d'asphyxier définitivement le pays et permettre la chute de la Révolution. Car le problème n'est évidemment pas la « transition démocratique » (les États-Unis n'ayant jamais eu la volonté en Amérique latine comme ailleurs de défendre des gouvernements démocratiques), mais bien d'effacer un affront à l'ingérence américaine et sanctuariser le discours de « capitalisme



comme fin de l'histoire ».

En ce sens, si Cuba n'a jamais été un danger économique, guerrier ou terroriste contre les États-Unis, elle reste un obstacle certain à leur hégémonie idéologique et politique. On ne comprend l'acharnement de ceux-ci contre l'île des Caraïbes que dans cette perspective.

Le blocus touche aujourd'hui aux services essentiels à la survie du peuple cubain.

Le nouveau renforcement du blocus pendant la pandémie et la mise de Cuba sur la liste des pays « finançant le terrorisme »² a rendu la vie des Cubains encore plus difficile. Manque de médicaments et de matériel médical, manque de nourri-

ture par l'interdiction pour les entreprises et États tiers de commercer avec Cuba, coupures de courants chroniques et équivalents à celles des années 90 : tous les pans de l'économie sont aujourd'hui touchés.

Les lois d'extraterritorialité des États-Unis attaquent la souveraineté économique des États tiers. Leurs effets en sont particulièrement visibles en Europe et en France. Les circuits bancaires et économiques sont rendus impossibles, sans que l'UE, pourtant figure de proue de la liberté de circulation des marchandises et des capitaux, ne s'y oppose. L'effondrement du tourisme suite à la pandémie et à la crise énergétique a encore aggravé la situation. Du 1^{er} mars 2023 au 29 février 2024, le blocus état-

sunien a causé à Cuba des dommages et des pertes matérielles estimés à 5,056 milliards de dollars, soit une augmentation de 189,8 millions de dollars par rapport au chiffre indiqué dans le rapport précédent. Mais le pire était encore à craindre.

« Le pire », c'est ce qui se passe actuellement : depuis vendredi 18 octobre, le peuple de Cuba est sans électricité alors même que l'ouragan Oscar frappe l'île depuis ce dimanche 20 octobre. La panne de la dernière centrale thermique en fonctionnement a provoqué une déconnexion électrique de l'ensemble du pays. La veille, le gouvernement avait décrété l'urgence énergétique en demandant de réserver la consommation électrique aux fonctions vitales pour le pays³.

À cause du blocus imposant des difficultés drastiques à se fournir en combustible et en pièces nécessaires au fonctionnement et à la réparation des centrales du pays, le 16 octobre, le président Miguel Diaz-Canel avait dû annoncer que l'île se trouvait en situation d'« urgence énergétique ». « 18 jours de blocus équivaut au coût annuel d'entretien du réseau », déclarait sur X le ministre des Affaires étrangères Bruno Rodriguez.

Mais cela ne s'arrête pas là : la crise énergétique, si elle perdure, met en péril les stocks de nourriture

comme de médicaments et traitements dans l'île, entraînant une aggravation exponentielle de la crise humanitaire en cours. Depuis le 18 octobre, Cuba est sans électricité, mais ce sont également les réserves d'eau qui sont vides : plus de douche, plus d'eau pour les toilettes. Un malheur ne venant jamais seul, le passage du cyclone Oscar dimanche a eu des conséquences désastreuses dans la région orientale de l'île et pour la ville de Baracoa qui est sous les eaux.

Pourtant pour la 32^e fois consécutive, cette année la condamnation et la demande quasi unanime de levée du blocus par l'Assemblée générale des Nations unies seront votées. Alors, que font nos gouvernements ? Les moyens juridiques existent pourtant pour contourner le blocus :

- Mise en œuvre des articles 63 et 66 du traité de fonctionnement de l'UE sur la levée des « restrictions aux mouvements de capitaux entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers ».

- La mise en œuvre de l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et Cuba, signé à Bruxelles le 12 décembre 2016 et notamment son article 10.

Il est grand temps de mettre fin à ce blocus illégal et de dire haut et fort que les États-Unis ne pourront plus s'asseoir sur le droit international en toute impunité !

Nous demandons dans l'immédiat au gouvernement et au président Emmanuel Macron, en lien avec les autorités cubaines, de fournir toute l'aide nécessaire à Cuba pour la restauration de son système électrique comme la France le fait dans d'autres pays lorsqu'il y a des catastrophes écologiques ou humanitaires comme celle-ci.

Nous accueillerons, les 23 et 24 novembre prochains, au siège du PCF les 19^e rencontres de solidarité avec Cuba⁴. Un événement avec des délégations de 24 pays et plus de 250 g-délégués.

L'occasion pour nous de renforcer notre campagne de solidarité politique et matérielle lancée en 2023 et d'œuvrer collectivement avec nos partenaires français et européens⁵.

La solidarité avec Cuba aujourd'hui n'est pas qu'une question vitale pour le peuple cubain ou d'internationalisme pour nous. Elle revêt un caractère essentiel pour toute l'humanité : sommes-nous en capacité de nous doter de règles communes à l'ensemble de la planète et de les faire respecter, ou sommes-nous condamnés à voir un peuple se faire asphyxier en silence car les États-Unis en ont décidé ainsi ? 🗳️

Charlotte Balavoine ✉️

responsable de la campagne Cuba pour le PCF.

1. La loi Torricelli, promulguée en octobre 1992, avait pour but d'isoler totalement Cuba du contexte économique international pour favoriser un collapsus de son économie. La loi Helms-Burton (officiellement, Cuban Liberty and Democratic Solidarity (Libertad) Act of 1996, est une loi fédérale Étatsunienne renforçant le blocus contre Cuba, en particulier son caractère extraterritorial. Dans un contexte de crise économique liée à la chute de l'URSS, ces lois cumulées à de nombreuses actions terroristes à Cuba dans les années 1990-2000 ont pour but de définitivement mettre fin à la Révolution.

2. Cet ajout faisant suite à l'accueil par Cuba, à la demande de la communauté internationale, du processus de paix colombien. Le gouvernement colombien lui-même n'ayant cessé de demander le retrait du pays de cette liste.

3. <https://www.humanite.fr/monde/amerique-latine/etat-du-reseau-blocus-comment-cuba-a-ete-plongee-dans-le-noir>

4. <https://cubacoop.org/Rencontre-Europenne-de-solidarite-avec-Cuba>

5. <https://www.pcf.fr/cuba>